

Unité départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE

ZA de la Renaissance

59490 SOMAIN

Références : V2.2022.213

Code AIOT : 0007002450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2022 dans l'établissement VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE implanté Zone d'Activités la Renaissance ZI de Somain-Aniche 59490 SOMAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE
- Zone d'Activités la Renaissance ZI de Somain-Aniche 59490 SOMAIN
- Code AIOT : 0007002450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'activité du site consiste à trier des déchets de papier, carton, plastiques avant de les envoyer dans des filières de valorisation.

Les déchets triés sont traités par une déchiqueteuse qui produit des balles d'environ 1 tonne.

Les balles produites sont stockées sur site en intérieur et en extérieur en attente de valorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- conditions d'exploitation du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les conditions d'exploitation du centre de tri sont conformes aux prescriptions des arrêtés préfectoraux encadrant le fonctionnement du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
0	Tableau de classement des activités classées	AP Complémentaire du 24/12/2019, article 1	/	Sans objet
1	Admission des déchets au sein de l'installation	Arrêté Préfectoral du 06/07/2000, article 2.4.2	/	Sans objet
2	Gestion des refus de déchets	Arrêté Préfectoral du 06/07/2000, article 2.4.3	/	Sans objet
3	Sortie des déchets du centre	Arrêté Préfectoral du 06/07/2000, article 2.4.5	/	Sans objet
4	Propreté	Arrêté Préfectoral du 06/07/2000, article 22.4	/	Sans objet
5	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/07/2000, article 23.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le site est exploité dans le respect des prescriptions visées lors de la présente inspection.

2-4) Fiches de constats

N°0 : Tableau de classement des activités classées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/12/2019, article 1				
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification des volumes de déchets présents sur le site				
Prescription contrôlée : L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juillet 2000 concernant les activités de la société VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE est remplacé par les dispositions suivantes : « Article 1.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :				
Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à <u>10 t/j</u>	Capacité de <u>30 t/j</u>
2714	1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à <u>1 000 m³</u> .	Plastiques à trier : <u>1500m³</u> Stockage de balles plastiques : <u>950m³</u> Bois : <u>60m³</u> Papiers/cartons : <u>10000m³</u>
2716	1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, <u>2711</u> , 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à <u>1 000 m³</u> .	Volume maximal de déchets industriels banals et/ou ordures ménagères : <u>1950m³</u>
<small>AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE), NC (Non Concerné)</small>				
Constats : L'inspection a demandé l'état des stocks des différents déchets présents sur le site afin de vérifier que les volumes maximums ne sont pas dépassés. L'exploitant n'a pas été en mesure de donner cette information le jour de l'inspection et a transmis les informations suivantes par courriel du 20/07/2022 : <ul style="list-style-type: none"> - 80 m³ de carton en balles de 1,3 m³ + 180 m³ à traiter - 36 m³ de livres en balles, - 81 m³ d'écrits couleur en balles, - 50 m³ de cartonnets mêlés en balles, - 45 m³ de DIB, - 45 m³ de bois. Ces volumes sont inférieurs aux maximums prévus à l'article 1 de l'APC du 24/12/2019.				
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de tenir régulièrement un état des stocks des déchets présents sur le site afin de pouvoir contrôler les volumes présents sur le site. Pour rappel, l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 dispose : "Etat des matières stockées Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.				

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires."

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°1 : Admission des déchets au sein de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2000, article 2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute cession de déchets à l'exploitant doit être accompagnée d'un contrat écrit dans lequel figure une fiche descriptive du déchet. Cette fiche contient au minimum les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom du déchet, l'identification selon la nomenclature nationale publiée au J.O du 11 Novembre 1997,- les caractéristiques principales du déchet (nature, composition, tonnage prévisionnel),- les coordonnées du producteur. <p>Lorsque l'exploitant juge qu'il peut admettre le déchet dans son centre, il affecte au déchet un certificat d'acceptation. Ce certificat doit être renouvelé au moins tous les deux ans.</p> <p>A l'entrée de l'établissement, il est procédé à un contrôle des produits amenés au centre. Les modalités de ces contrôles sont définies par l'exploitant sous sa responsabilité. Ces contrôles consistent à un premier examen de la conformité du déchet avec les renseignements portés dans le dossier d'identification (contrôle visuel systématique, radioactivité...). Les tests de conformité sont simples et rapides, et portent sur les caractéristiques essentielles du déchet.</p> <p>Le contrôle, quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont-basculé agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.</p> <p>Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement donnant lieu à l'établissement d'un bordereau de réception précisant :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date et l'heure,- le nom du producteur, la nature et la quantité des déchets, les modalités de transport et l'identité du transporteur,- les observations nécessaires s'il y a lieu.
<p>Constats : L'inspection a procédé par sondage et a consulté le certificat d'acceptation préalable pour 2 producteurs de déchets en cours de validité.</p> <p>Les renseignements de la fiche sont conformes aux dispositions de l'article 2.4.2.</p> <p>Les déchets entrant par camion sont identifiés et pesés en passant par un pont bascule équipé d'un portique de détection de radioactivité avec un report d'alerte sonore et visuelle au bureau.</p> <p>Une procédure de gestion en cas de détection est affichée.</p> <p>Les dépôts font l'objet d'un contrôle visuel systématique par les opérateurs. En cas de non-conformité, les opérateurs effectuent des photos et peuvent, soit déclasser les déchets pour les trier avant valorisation ou les refuser.</p> <p>L'ensemble des opérations fait l'objet d'un suivi photographique via le logiciel AGAP qui permet d'assurer la traçabilité des déchets entrant et sortant du site.</p> <p>Tous les documents qui assurent la traçabilité des déchets sont conformes et tenus à la disposition de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Gestion des refus de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2000, article 2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé. L'exploitant informe l'inspection des installations classées du refus de ces déchets sur son installation. Concernant les déchets radioactifs : L'exploitant met en place sous sa responsabilité les équipements nécessaires à la détection systématique de taux de radioactivité anormaux dans les déchets entrants sur son site. En cas de constat d'un niveau anormal de radioactivité, l'exploitant doit disposer d'une procédure visant à la mise en sécurité du personnel de l'entreprise, du public et de l'environnement vis-à-vis de l'impact radiologique des produits détectés. Cette procédure doit indiquer le nom des services ou organismes à contacter parmi lesquels figurent : <ul style="list-style-type: none">- les Sapeurs Pompiers- l'Office pour la Protection des Rayonnements Ionisants (OPRI).
Constats : Les déchets entrant sur le site passe un portique de détection de radioactivité avant d'être déchargés pour un contrôle visuel par les opérateurs. L'exploitant dispose d'une procédure écrite pour les opérations de déchargement spécifiant les actions à mener en cas de déchets non-conformes. En cas de déchets non conformes, l'opérateur réalise des photos par tablette reliée au logiciel de gestion des déchets (AGAP). Les déchets peuvent être admis en déclassement pour une opération de tri avant valorisation ou être retournés au producteur. Un rapport est établi et transmis au producteur de déchets par courriel. L'inspection a consulté une fiche de réception de déchets présentant des non-conformités. Chaque déchet non-conforme est photographié et un déclassement a été notifié au producteur. La part résiduelle de déchets non-conformes a été évacuée vers une filière appropriée. En cas de détection d'un niveau de radioactivité anormal, l'exploitant dispose d'une procédure conforme aux attentes.
Observations : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le seuil de détection de la radioactivité par rapport au niveau ambiant. L'inspection demande à l'exploitant de vérifier cette donnée et de transmettre le renseignement concernant le seuil de détection de la radioactivité du portique situé au pont-bascule.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Sortie des déchets du centre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2000, article 2.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant : <ul style="list-style-type: none">- la date,- les coordonnées du destinataire,- l'identité du transporteur,- l'identité du producteur du déchet, la nature et la quantité du chargement.
Constats : L'inspection a consulté le registre des déchets sortant du mois de juin 2022. Le registre est complet et consigne : le numéro de bon de pesée, la date, le type de déchet, la quantité, le nom de l'établissement de destination, l'adresse de la destination, le nom du transporteur, le libellé de l'exutoire, le code de traitement, ... L'ensemble des renseignements attendus est reporté dans le registre informatisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2000, article 22.4
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté des installations
Prescription contrôlée : Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment les voies de circulation pour éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les éléments légers qui seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés afin d'empêcher toute accumulation.
Constats : L'établissement est dans un état de propreté correct. Pour limiter les envols, des filets ou palettes sont disposés sur les bennes en attente de tri. Quelques déchets sont néanmoins présents sur le site, liés aux envols de papiers ou de plastiques. L'exploitant a indiqué procéder à un nettoyage hebdomadaire pour éviter les accumulations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2000, article 23.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des installations
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.
Constats : La dernière vérification périodique des installations électriques a été réalisée le 06/09/2021. Elle relève la présence importante de poussières sur les installations qui pourraient être à l'origine d'un incendie. L'exploitant a déclaré mettre en place une action corrective sur ce point par le nettoyage régulier et, a minima annuel des dépôts de poussières liés aux opérations de traitement des déchets. L'inspection a également constaté la présence de dépôts de poussières de papier au niveau du broyeur et des convoyeurs vers la lieuse qui ne sont pas accessibles en l'absence de rampes.
Observation : Les installations empoussiérées, identifiées comme pouvant être à l'origine d'un incendie, sont au centre des déchets entrants et des balles produites. L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place, dans les meilleurs délais, une procédure déclenchant le nettoyage des poussières présentes dans les installations afin de limiter le risques d'incendie du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet